

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS ENVERS LA CRISE LIBYENNE

INTRODUCTION

Depuis le début de l'année 2011, la Libye (ré)occupe le devant de la scène internationale en raison de la révolte populaire qui a renversé Mouammar Kadhafi, au pouvoir depuis 42 ans.

Les États-Unis ont pris part à cette intervention de l'OTAN, s'impliquant toutefois moins sur le terrain que la France et le Royaume-Uni. Le but de cette analyse sera de déterminer quelle a été la politique des États-Unis envers la crise libyenne.

Pour cela, il faudra d'abord évaluer la participation américaine à l'intervention de l'OTAN en Libye. Ensuite, ce sont les objectifs poursuivis et les inconvénients de cette participation qui seront envisagés. Enfin, le travail se terminera sur une mise en perspective de cette participation américaine suivant différents modèles théoriques de géopolitique et sur l'idéologie des États-Unis concernant les relations internationales.

I. LA GUERRE CIVILE LIBYENNE ET LA PARTICIPATION DES ÉTATS-UNIS À L'ACTION DE L'OTAN

A la mi-février 2011, des manifestations de rue se transforment rapidement en affrontements armés entre rebelles et troupes loyalistes. Cette révolte n'aurait sans doute pas pu aboutir sans le soutien d'un mandat de l'Organisation des Nations-Unies du 19 mars autorisant l'OTAN à protéger les populations civiles des troupes du colonel Kadhafi. Elle permet, dans un premier temps, de protéger les positions des rebelles, principalement implantés en Cyrénaïque. Ces derniers progressent cependant lentement et ce n'est qu'au début de l'été que toute la Cyrénaïque passe sous le contrôle du Comité National de Transition (CNT), représentant les différentes forces rebelles. En août, le CNT, toujours aidé par les frappes aériennes de l'OTAN, brise la résistance loyaliste en Tripolitaine sur les fronts de Brega et de Misrata, et parvient même à faire tomber la capitale libyenne : Tripoli. Les dernières villes sous contrôle de Kadhafi sont sa ville natale de Syrte, l'oasis de Beni Walid et Sebha. Cette dernière tombe vers la mi-septembre et Beni Walid un mois plus tard. Le 20 août, Syrte est définitivement prise et Mouammar Kadhafi est tué par les rebelles. Quelques jours après, le Conseil National de Transition proclame officiellement la libération de la Libye.¹

L'action de l'OTAN en Libye peut être considérée comme globalement réussie. En effet, même si le temps et les moyens prévus pour l'intervention ont été largement dépassés en raison de la résistance importante dont ont fait preuve les troupes loyalistes, arriver à faire tomber un dictateur sans même avoir à utiliser de troupes au sol, et donc d'éviter de nombreuses pertes, reste une bonne opération.²

¹ HAIMZADEH (P.), *Au cœur de la Libye de Kadhafi*, Paris, 2011.

² ROBERT (A.-C.), *Origines et vicissitudes du « droit d'ingérence »*, dans *Le Monde Diplomatique*, 05/2011, p. 4-6 ; LEYMARIE (Ph.), *L'OTAN célèbre le « succès » libyen*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 01/11/2011, visité le 04/11/2011 ; KEMPF (O.), *Otan et Libye*, dans *Études Géopolitiques Européennes et Atlantiques*, 19/10/2011, visité le 04/11/2011 ; POSNER (E.), *Outside the law*, dans *Foreign Policy*, 25/10/2011, consulté le 05/11/2011.

La guerre civile libyenne marque véritablement un tournant dans les relations entre les États-Unis et l'Europe au sein de l'OTAN. En effet, pour la première fois, les USA n'ont pas été aux avant-postes, laissant ce rôle à leurs alliés britanniques et français, lesquels ont d'ailleurs dépensé plus de moyens (financiers et militaires) dans les bombardements. Cela s'explique, entre autres, par la volonté du Président américain Barack Obama de rompre avec la logique unilatérale de son prédécesseur, Georges W. Bush. Avec une politique extérieure tendant vers la « normalisation », Barack Obama se distancie des pratiques à la fois des néoconservateurs et des isolationnistes (*Tea Party*), tout en resserrant les rangs des partisans d'un engagement international maintenu et ce malgré les coupes budgétaires. Il tend à montrer que la nouvelle politique extérieure américaine consistera à s'adapter de manière pragmatique à chaque situation et non plus d'opérer de la même manière dans tous les cas de figure. Cette volonté de normalisation des relations au sein de la Communauté internationale et de délégation de certaines fonctions de commandement à ses alliés s'explique également par la volonté première de Barack Obama de terminer les deux guerres en cours (Afghanistan et Irak) avant de prendre les commandes d'une troisième (en Libye).³

Cependant, l'idée que la France et le Royaume-Uni étaient aux commandes de l'opération reste toutefois à nuancer avec l'explication de la stratégie US durant la guerre libyenne. Il s'agit en fait du modèle du « leadership from behind ». Olivier Kempf, maître de conférence à l'Institut d'Études politiques de Paris (IEP) et expert de questions portant sur l'OTAN et la géopolitique, explique : « Les États-Unis, qui s'étaient déjà investis dans ce qu'ils ont appelé « le grand Moyen-Orient », avec des succès pour le moins mitigés, ne voulaient pas être à nouveau en première ligne, tant vis-à-vis du monde arabe que pour des raisons de politique intérieure. Mais ils ont cependant voulu s'engager (la ligne Clinton l'a emporté sur la ligne Gates, plus isolationniste) ». Il note également que, s'il y avait en effet une direction européenne des opérations, c'est tout de même à l'initiative des Américains qu'elle a vu le jour (cfr. Robert Gates qui demandait le 10 juin 2011 une participation européenne plus active) et elle a été soutenue fortement par les USA (Washington envoyant beaucoup

³ DROZ-VINCENT (Ph.), *Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 495-506 ; MOKHEFI (M.), *Washington face aux révolutions arabes*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 631-643 ; THENARD (P.), *L'administration Obama à la manœuvre*, dans *Revue Internationale et Stratégique*, n. 3, 2011, p. 131-140 ; IKENBERRY (J.), *Power and liberal order : America's postwar world order in transition*, dans *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, 2005, p. 133-152.

de moyens de ravitaillement et de renseignement). De plus, ce n'était pas la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD, dépendant de l'Union Européenne) qui agissait en son nom propre mais certains pays européens seulement. En définitive, si les États-Unis n'étaient pas au premier plan de la guerre en Libye, ils n'occupaient cependant pas non plus les seconds rôles, leur stratégie étant de « pousser » les Européens tout en les assistant et en ne leur confiant pas toutefois l'entièreté du leadership.⁴

II. AMBITIONS ET CRAINTES DE L'ACTION AMÉRICAIN EN LIBYE

Objectifs

Le premier objectif affiché par les États-Unis durant la guerre civile libyenne était de protéger les civils de l'aviation et des troupes au sol de Mouammar Kadhafi. En effet, au début du conflit, Kadhafi s'est vu accusé par la Communauté internationale de manquements graves aux droits de l'homme : bombardement de populations civiles, usage massif de la torture, utilisation de mercenaires d'Afrique subsaharienne... L'action militaire aurait donc des buts humanitaires et démocratiques, et veut donc poser les États-Unis en protecteur des civils et en nation garante du respect des droits de l'homme à travers le monde. Ceci démontre en réalité la conception qu'ont les Américains de leur propre nation, fondée sur une sorte de paternalisme bienveillant. L'intention première de l'Amérique est donc de renverser le régime autocratique de Kadhafi et de lui substituer un régime démocratique.⁵

Si l'action américaine a été déclenchée par la brutalité du régime de Kadhafi envers la rébellion, celle-ci n'est pas la seule motivation de l'entrée en guerre

.....
⁴ LEYMARIE (Ph.), *L'OTAN superstar en Libye*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 31/03/2011, visité le 04/11/2011 ; LEYMARIE (Ph.), *L'OTAN célèbre le « succès » libyen*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 01/11/2011, visité le 04/11/2011 ; KEMPF (O.), *Otan et Libye*, dans *Études Géopolitiques Européennes et Atlantiques*, 19/10/2011, visité le 04/11/2011 ; THENARD (P.), *L'administration Obama à la manœuvre*, dans *Revue Internationale et Stratégique*, n. 3, 2011, p. 131-140.

⁵ POSNER (E.), *Outside the law*, dans *Foreign Policy*, 25/10/2011, consulté le 05/11/2011.

des États-Unis⁶. D'autres facteurs entrent en ligne de compte : les ressources pétrolifères de la Libye et la perspective de nouveaux marchés financiers, le maintien de l'Afrique sous l'influence des multinationales occidentales, l'extension des frontières de l'OTAN, la volonté d'intervenir dans le « printemps arabe » et la sécurité d'Israël.

Le pétrole libyen a donc très certainement attiré la convoitise des USA (comme de ses partenaires de l'OTAN d'ailleurs). S'il ne représente pas plus de 2% des réserves mondiales, il présente cependant trois qualités non négligeables : sa bonne qualité, la facilité de son extraction et sa proximité avec l'Europe⁷. Il faut aussi rappeler que Kadhafi avait plusieurs fois énoncé son intention de porter la participation de l'État libyen de 30% à 51% dans le secteur pétrolier. De plus, le régime libyen était également en pourparler avec des sociétés de pays émergents (la Chine et l'Inde principalement) afin de leur offrir de nouveaux marchés pétroliers, et ce pour « doper » l'exportation de l'or noir libyen. Mais cette crainte de voir diminuer les revenus pétroliers provenant de Libye et de voir s'installer de nouveaux investisseurs (notamment chinois), allée à la perspective de nouveaux marchés financiers (agroalimentaire, sécurité, énergie, transports) ne peuvent à elles seules expliquer l'intervention américaine.⁸

La peur de voir, à terme, l'Afrique se positionner en tant que puissance unie et autonome est également une des motivations de la participation US à la guerre en Libye. La Libye de Kadhafi avait en effet entrepris diverses actions dans ce sens au cours des dernières années. La plus importante a sans doute été sa participation à la création du Fonds Monétaire Africain (FMA) avec l'Algérie. Ensemble, ces deux pays ont injecté 26 milliards de dollars, soit près des deux tiers du coût total d'un projet qui avait pour but de faire sortir l'Afrique du giron des entreprises occidentales, majoritairement représentées au sein du FMI, et de faire acquérir à l'Afrique un début d'autonomie.⁹

⁶ Il faut d'ailleurs signaler la thèse qui soutient que des plans américains d'attaque de la Libye existaient déjà avant le début du conflit. Cette thèse a été confirmée, entre autres, par le chef de l'US Navy, Gary Roughead, qui affirmait le 23 mars à Washington : « Nos forces étaient déjà positionnées contre la Libye ».

⁷ Les deux principaux pays importateurs du pétrole libyen étaient l'Italie et l'Allemagne, nations les plus réticentes à une intervention armée en Libye.

⁸ HEISBOURG (Fr.), *La folle histoire de Mouammar Kadhafi*, dans *Politique Internationale-La Revue*, n. 131, n. 2, 2011 ; COLLON (M.), *Libye, OTAN et Médiamentonges*, Charleroi, 2011, p. 28-33.

⁹ LEYMARIE (Ph.), *Course de vitesse en Libye*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 15/06/2011, visité le 04/11/2011.

Cette peur de l'autonomie africaine va également de pair avec la volonté de Washington d'asseoir sa sphère d'influence en Afrique et de lutter contre ses nouveaux concurrents : Chine, Inde, Russie, Brésil... A défaut de pouvoir contrer ces puissances rivales économiquement, étant donné la crise économique qui touche leur pays et leur endettement toujours croissant, les USA ont dès lors tablé sur la force militaire en créant AFRICOM, un commandement militaire américain réunissant leurs différentes forces militaires en Afrique (les USA possèdent de nombreuses bases partout dans le Maghreb à l'exception de la Libye). La chute de Kadhafi, qui s'est toujours opposé au développement d'AFRICOM, fait en sorte que Washington puisse avancer ses pions sur l'échiquier géostratégique africain et ouvre la voie à la création de nouvelles bases militaires américaines.¹⁰

Si les États-Unis n'ont pas envie de perdre du terrain en Afrique, ils n'ont pas plus envie d'en perdre dans le monde musulman. Or, avec les changements de régime dus au « Printemps arabe », le risque est de voir des islamistes (comme les Frères Musulmans en Égypte et le parti Ennahda en Tunisie¹¹) ou simplement des forces laïques hostiles aux États-Unis se développer. L'image des USA dans l'opinion publique arabe n'est en effet pas reluisante, notamment à cause de la question palestinienne. En intervenant en Libye, les USA prennent les devants et empêchent que se forme une union anti-occidentale dans le monde arabe, composée d'islamistes ou de laïcs anti-américains (comme la Libye de Kadhafi ou la Syrie de Bachar Al-Assad).¹²

Enfin, l'intervention militaire à laquelle participent les États-Unis aide aussi son meilleur allié au Moyen-Orient : Israël. Au début du « Printemps arabe », l'État hébreux pouvait craindre un isolement toujours croissant. En effet, dans la perspective d'une Égypte dirigée par des Islamistes, Israël serait dorénavant dans un environnement de plus en plus hostile : l'Égypte des Frères Musulmans, le Liban où le Hezbollah occupe une place de plus en plus prépondérante, la

¹⁰ HASSAN (M.), *Comprendre le monde musulman*, Charleroi, 2011 ; LEYMARIE (Ph.), *L'OTAN célèbre le « succès » libyen*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 01/11/2011, visité le 04/11/2011 ; COLLON (M.), *op. cit.*, p. 42-55.

¹¹ *Ennahda a d'ailleurs remporté les élections qui ont eu lieu fin octobre, en raflant 90 sièges sur 217*

¹² DROZ-VINCENT (Ph.), *Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 495-506 ; MOKHEFI (M.), *Washington face aux révolutions arabes*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 631-643.

Syrie baathiste, l'Iran des Mollahs¹³ et la Jamahiriya libyenne (traditionnellement hostile à Israël). Il faut encore noter que la Turquie a cessé ses relations privilégiées avec Jérusalem après l'attaque de Tsahal sur la flottille humanitaire turque le 31 mai 2010. La chute de Kadhafi arrange donc Israël et empêche qu'un axe anti-Israël ne se crée de Tripoli à Damas.¹⁴

Échecs de l'intervention américaine

Cependant, si leur participation à l'action de l'OTAN en Libye a été globalement bénéfique pour les USA, il reste tout de même quelques zones d'échec. Le premier est la possibilité de voir les nouvelles autorités libyennes pratiquer un Islam radical. De fait, les services de renseignements américains étaient au courant de la forte proportion d'islamistes radicaux dans les rangs de la rébellion libyenne, certains étant même liés à Al-Qaeda. L'annonce fin octobre, par le CNT, de l'établissement de la loi islamique, la Charia, comme base du futur État libyen ne peut que confirmer les craintes à ce sujet. Les États-Unis, désireux d'établir en Libye un régime démocratique et libéral, perdraient la face si un régime islamiste se mettait en place à Tripoli. Lequel régime finirait, sans doute, par se retourner contre ses anciens alliés américains, à l'instar des Talibans en Afghanistan. Peut-être cette présence islamiste, combattue auparavant avec l'aide de Kadhafi, explique-t-elle aussi une certaine frilosité dans la participation américaine dans les bombardements de l'OTAN (à l'inverse de Londres et Paris) ?

Les USA subissent également un échec au niveau des retombées économiques. En effet, la France et le Royaume-Uni étant aux avant-postes de la guerre en Libye, ce sont principalement les entreprises françaises et britanniques (comme Total ou British Petroleum) qui ont emporté la plupart des nouveaux marchés en territoire libyen. De plus, la guerre en Libye s'éternisant, les dépenses pour les sorties aériennes ont été beaucoup plus importantes que prévu.

¹³ Il faut signaler ici que l'Iran a soutenu les rebelles du CNT contre Kadhafi.

¹⁴ DROZ-VINCENT (Ph.), *op. cit.* ; BROWN (B.), *Géopolitical Islam*, dans *American Foreign Policy Interests*, n. 33, 07/2011, p. 158-167 ; THENARD (P.), *L'administration Obama à la manœuvre*, dans *Revue Internationale et Stratégique*, n. 3, 2011, p. 131-140.

Enfin, de nombreux stocks d'armes, dont les dépôts avaient été ouverts par Kadhafi, ont disparu et pourraient bien se retrouver au cœur de trafics internationaux d'armement, voire aussi aux mains de salafistes combattant dans le désert du Sahara pour le compte d'Al-Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI).¹⁵

Mise en perspective

A plusieurs égards, la guerre en Libye est révélatrice des conceptions américaines en matière de géopolitique et de relations internationales. Après l'analyse de l'intervention américaine en Libye, plusieurs concepts peuvent être mis en évidence comme celui de destinée manifeste et l'approche de *Cooperative Strategy* des libéraux américains.

Depuis le commencement de son histoire, le peuple américain a toujours eu la conscience de sa spécificité. L'Amérique défend l'idée d'une idéologie universelle visant à améliorer le sort de l'humanité qui lui donnerait une sorte de mission civilisatrice pour propager la démocratie, la liberté économique, le libre-échange et le démantèlement des zones préférentielles. C'est ce qu'on appelle le concept de « destinée manifeste », qui est assez visible dans l'intervention américaine en Libye. Bien que celle-ci soit moins forte que lors de la guerre en Irak, où Georges W. Bush justifiait l'emploi de la force avec une rhétorique messianique (invoquant la « bataille du bien contre le mal »), Barack Obama a toutefois expliqué que le but des USA n'était certes pas d'intervenir à tout va mais qu'il était quand même de leur devoir de s'impliquer partout où les droits de l'homme sont menacés et les droits démocratiques bafoués : « Je suis absolument d'accord pour dire que l'Amérique ne doit pas faire la police partout dans le monde... Mais cela ne doit pas être un argument pour ne jamais intervenir. Nous étions confrontés à la perspective d'un massacre de la population par Kadhafi à une échelle horrible. Ignorer cette situation et la responsabilité de l'Amérique en tant que leader aurait été une trahison de nos valeurs et de ce que nous sommes ».¹⁶

¹⁵ LEYMARIE (Ph.), *Course de vitesse en Libye*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 15/06/2011, visité le 04/11/2011.

¹⁶ STRUYE de SWIELANDE (T.), *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 25-35 ; LEYMARIE (Ph.), *L'OTAN superstar en Libye*, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 31/03/2011, visité le 04/11/2011 ; THENARD (P.), *L'administration Obama à la manœuvre*, dans *Revue Internationale et Stratégique*, n. 3, 2011, p. 131-140.

Barack Obama est en cela influencé, comme la plupart des membres du Parti Démocrate (d'inspiration libérale), par la stratégie dite *Cooperative Strategy* (ou *sécurité coopérative*). Cette idée réaliste de géostratégie est bien visible dans l'action de Washington en Libye. Elle se base en effet sur l'interdépendance des puissances en termes d'ordre mondial et insiste sur le caractère transnational des intérêts nationaux. Cette conception privilégie à la fois une action globale d'intervention de l'OTAN à la politique des USA « cavaliers seuls » et une promptitude à réagir en cas de conflit humanitaire. C'est donc plutôt ce mode de stratégie qu'a appliquée Obama en Libye : une action rapide et efficace mais en concertation avec les autres membres de l'OTAN (France et Royaume-Uni principalement) et avec l'accord des Nations-Unies. Il est, cette fois-ci encore, éloigné de la stratégie du camp républicain lors de la guerre en Irak qui avait été menée certes en coalition mais sans le commandement de l'Otan et en l'absence d'un vote favorable de l'ONU. L'administration Obama fait également preuve d'un certain idéalisme (il ressemble en cela à son prédécesseur) en mettant en avant, comme causes de l'intervention, les valeurs importantes pour les USA : démocratie, Droits de l'Homme...¹⁷

¹⁷ STRUYE de SWIELANDE (T.), *La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques*, Louvain-la-Neuve, 2003, p. 35-43 ; DROZ-VINCENT (Ph.), *Du 11 septembre aux révolutions arabes : les États-Unis et le Moyen-Orient*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 495-506.

CONCLUSION

L'intervention des États-Unis répond donc à plusieurs objectifs plus ou moins importants pour les USA. En effet, si ceux-ci sont intervenus dans la guerre civile libyenne, c'est non seulement afin de garantir la survie des populations civiles de Cyrénaïque mais aussi parce que les frappes de l'OTAN ont pu servir les intérêts américains dans cette partie du monde, en mettant définitivement hors-jeu un ennemi de longue date, menaçant l'influence américaine en Afrique et dans le monde arabe. Par cette intervention concertée avec ses alliés de l'OTAN, les USA avancent un peu plus leurs pions en Afrique et dans l'établissement de leur « Grand Moyen-Orient », tout en coupant l'herbe sous le pied des puissances émergentes (la Chine principalement).

La guerre en Libye inaugure-t-elle une nouvelle relation entre les USA et le monde arabe ? On pourrait le penser à certains égards. Bien qu'Obama n'ait pas rompu de manière fondamentale avec le système de Georges W. Bush, sa stratégie envers le Moyen-Orient s'est montrée gagnante pour l'instant. Cependant, la valeur de cette option sur le long terme reste encore à prouver. En effet, la volonté d'activisme extérieur du président américain, qui a déjà dû déléguer certaines fonctions à ses alliés lors de cette intervention, risque d'être encore plus freinée en raison d'une part des difficultés économiques et des coupes dans le budget de l'année 2011 et d'autre part, les élections présidentielles de 2012, guère propices à une nouvelle intervention. Ce que le Président américain a compris, c'est que l'interventionnisme est beaucoup plus efficace quand il se base sur un consensus large et un appui de la Communauté internationale (OTAN et ONU), et quand il fait preuve de professionnalisme dans ses tactiques diplomatiques : en agissant au cas par cas et via un réseau d'agents et d'ambassades dynamiques. Au final, l'intervention en Libye, et plus largement le « Printemps arabe », ont démontré aux États-Unis que, désormais, il leur faudrait prendre en compte non seulement les disparités socioculturelles des peuples mais aussi les limites de leur capacité d'intervention dans le monde arabe. La Libye de Kadhafi mais également la Syrie de Bachar Al-Assad et l'attitude de la Palestine qui passe outre désormais les injonctions américaines et tente de se faire reconnaître davantage à l'ONU (après avoir été récemment admise à l'Unesco) prouvent que les USA ne sont plus en position hégémonique dans cette partie du monde. Il leur faudra, afin de garder leur influence, réévaluer leur politique dans la région et faire

preuve de plus de pragmatisme afin de pouvoir s'adapter aux changements d'un monde arabo-musulman en pleine évolution.¹⁸

¹⁸ DROZ-VINCENT (Ph.), *Du 11 septembre aux révolutions arabes : les Etats-Unis et le Moyen-Orient*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 495-506 ; MOKHEFI (M.), *Washington face aux révolutions arabes*, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 631-64.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

- COLLON (M.), Libye, OTAN et Médiamentonges, Charleroi, 2011.
- HAIMZADEH (P.), Au cœur de la Libye de Kadhafi, Paris, 2011.
- HASSAN (M.), Comprendre le monde musulman, Charleroi, 2011.
- STRUYE de SWIELANDE (T.), La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques, Louvain-la-Neuve, 2003.

Articles

- BROWN (B.), Géopolitical Islam, dans *American Foreign Policy Interests*, n. 33, 07/2011, p. 158-167.
- DROZ-VINCENT (Ph.), Du 11 septembre aux révolutions arabes : les Etats-Unis et le Moyen-Orient, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 495-506.
- IKENBERRY (J.), Power and liberal order : America's postwar world order in transition, dans *International Relations of the Asia-Pacific*, vol. 5, 2005, p. 133-152.
- HEISBOURG (Fr.), La folle histoire de Mouammar Kadhafi, dans *Politique Internationale-La Revue*, n. 131, n. 2, 2011.
- KEMPF (O.), Otan et Libye, dans *Études Géopolitiques Européennes et Atlantiques*, 19/10/2011, visité le 04/11/2011.
- LEYMARIE (Ph.), Course de vitesse en Libye, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 15/06/2011, visité le 04/11/2011.
- LEYMARIE (Ph.), L'OTAN célèbre le « succès » libyen, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 01/11/2011, visité le 04/11/2011.
- LEYMARIE (Ph.), L'OTAN superstar en Libye, dans *Défense en ligne-Blog du Monde Diplomatique*, 31/03/2011, visité le 04/11/2011.

- MOKHEFI (M.), Washington face aux révolutions arabes, dans *Politique Étrangère*, n. 3, 2011, p. 631-643.
- ROBERT (A.-C.), Origines et vicissitudes du « droit d'ingérence », dans *Le Monde Diplomatique*, 05/2011, p. 4-6.
- POSNER (E.), Outside the law, dans *Foreign Policy*, 25/10/2011, consulté le 05/11/2011.
- THENARD (P.), L'administration Obama à la manœuvre, dans *Revue Internationale et Stratégique*, n. 3, 2011, p. 131-140.

LA POLITIQUE DES ÉTATS-UNIS ENVERS LA CRISE LIBYENNE

Auteur : Julien Milquet
Décembre 2011

DÉSIREUX D'EN SAVOIR PLUS !

Animation, conférence, table ronde... n'hésitez pas à nous contacter,
Nous sommes à votre service pour organiser des activités sur cette thématique.



Avec le soutien du Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles



Centre Permanent pour la Citoyenneté et la Participation

Rue des Deux Eglises 45 - 1000 Bruxelles

Tél. : 02/238 01 00

info@cpcp.be